

Theo Francken (N-VA)

«Je me bats pour les gens qui veulent bosser»

Le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration estime que le travail est le facteur clé pour l'intégration. «Cela n'a rien de discriminant, on demande juste aux gens de se bouger.»

LES PHRASES CLÉS

«On doit rééquilibrer la balance entre l'immigration active et passive en Belgique.»

«L'apprentissage de la langue est l'élément clé pour trouver du travail. Et il y a du travail pour ceux qui veulent se bouger en Belgique. Dans toutes les entreprises, on me le dit.»

«Je suis nationaliste flamand mais le soutien des francophones me rend très fier. De toute façon, la question de la migration ne se règlera jamais à l'échelon flamand.»

INTERVIEW

MARTIN BUXANT

C'est l'histoire d'un mec, aurait dit Coluche, que rien – ou pas grand-chose – ne prédestinait à devenir populaire côté francophone. Et pourtant, deux années ont passé depuis son entrée dans la fonction de secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration au sein du gouvernement Michel, et voilà Theo Francken, le nationaliste flamand, le sécuritaire, le droitier, plébiscité pour sa politique par les francophones. «Je suis terriblement fier», dit-il à ce sujet.

Vous avez lu les expériences des réfugiés que nous avons publiées dans L'Echo cette semaine. Qu'est-ce que ça vous inspire?

Je suis très content qu'enfin, côté francophone, on se dirige vers un parcours d'intégration obligatoire. Qu'enfin on ait compris que c'est quelque chose d'émancipatoire et pas une chose visant à sanctionner. C'est positif et pas négatif. Je dis cela depuis plus de dix ans à mes collègues francophones. Maintenant, j'ajoute ceci: je comprends aussi la philosophie francophone à ce sujet...

Que voulez-vous dire?

Durant des années, si on regardait les flux migratoires vers la Belgique, c'était des flux essentiellement francophones. Que vous preniez les Congolais, les Marocains, les Tunisiens, les Algériens, les Guinéens, les Burundais ou les Rwandais, tous ces migrants-là parlent le français. Et donc, côté flamand, très tôt on a dû mettre en place un parcours d'intégration obligatoire parce qu'aucune de ces personnes ne parlait le

néerlandais. La demande de l'opinion publique flamande était très grande pour aller en ce sens. À présent, on voit le même phénomène côté francophone: les nouveaux flux migratoires ont en effet changé: les Syriens, les Afghans, les Irakiens, les Polonais ne parlent pas français. Les Bulgares, les Roumains non plus. Et donc les francophones pressent aujourd'hui de faire ce que nous avons fait en Flandre. Je comprends donc pourquoi ça a été plus lentement côté francophone.

C'est la langue, le principal vecteur d'intégration?

Évidemment, l'intégration ça commence quand on comprend l'autre. Mais la mentalité francophone a aussi joué à côté du paramètre de la langue. Il faut le dire: il y a eu une opposition idéologique au parcours obligatoire. On a présenté celui-ci comme quelque chose de droite, de sécuritaire, c'est faux, c'est quelque chose de gauche qui permet l'émancipation. D'ailleurs, en Flandre, c'est la ministre Groen Mieke Vogels qui a porté ce parcours en 2003. Comprendre la langue, les valeurs de la société dans laquelle on arrive, c'est quand même émancipateur. Avec cet instrument, on peut avancer.

La Flandre a plus de dix ans d'avance en la matière...

Et en Flandre, on a fait une enquête auprès des primo-arrivants qui ont suivi le parcours. À plus de 90%, ils se sont déclarés très satisfaits de l'avoir suivi. Ça permet de trouver un travail. Tout passe par le travail, c'est l'élément clé. Car il y a deux sortes d'immigration: l'immigration passive et l'immigration active. L'immigration passive, c'est le droit d'asile et les regroupements familiaux, etc. Cela ne veut pas dire que tous les gens qui sont arrivés par un canal passif restent passifs, beaucoup deviennent actifs en étudiant ou en trouvant du travail. Mais pour recevoir un titre de séjour, ils étaient passifs.

C'est quoi les proportions entre immigrants passifs et actifs en Belgique?

En Belgique, nous sommes en déséquilibre et c'est un des plus grands défis que nous devons résoudre. On a commencé il y a deux ans avec 80% passifs et 20% actifs, aujourd'hui on est à 70/30. Mais l'objectif est d'arriver à 50/50, ce qui est la moyenne européenne. On a un déséquilibre énorme en Belgique.

Comment rééquilibre-t-on cela?

On durcit le canal passif et on assouplit sur le

canal actif (les gens qui veulent travailler ou qui veulent étudier) en modulant par exemple la politique des visas, etc.

En fait, vous ne voulez plus que des ingénieurs comme immigrants en Belgique?

Non, tout le monde peut venir dans les domaines où on a des pénuries d'emplois, par exemple, les infirmières. En Flandre, le VDAB travaille énormément là-dessus. À Bruxelles et en Wallonie, je vais conclure des protocoles d'accord avec Actiris et le Forem. Il y a aussi les étudiants: la KULeuven est très active pour attirer les cerveaux étrangers. C'est hyper important pour façonner le futur de notre société et de notre pays. Pour ce qui est du canal passif d'accès à la Belgique, on a des obligations internationales en matière d'asile, c'est

comme ça. Sur le regroupement familial, on a déjà durci les conditions. À côté de cela, on a un autre défi majeur, c'est rééquilibrer le «in» et le «out» des entrées et des sorties en Belgique.

Expliquez.

Quand j'ai pris mes fonctions, le suivi des ordres de quitter le territoire n'était que de 20%, on est aujourd'hui à 40%. Ça veut dire qu'il y a encore environ 60% des gens à qui on demande de quitter la Belgique mais qui y restent. Les chiffres ne sont pas précis mais le «in» et le «out» des flux migratoires doivent être équilibrés. On fait des lois correctes et strictes pour les entrées en Belgique mais les retours doivent être renforcés.

Donc, on doit davantage forcer les gens à partir?

Ceux qui sont en séjour illégal, bien sûr. Et j'ai besoin de plus de place en centres fermés ainsi que d'accords de réadmission avec les pays d'origine. Beaucoup de pays refusent de collaborer et refusent leurs ressortissants: j'ai des problèmes avec l'Algérie, l'Iran et la Somalie en ce moment.

Mais vous battez pourtant les records de renvoi vers l'étranger...

Oui, j'assume. On bat tous les records à ce niveau-là et c'est indispensable. Nous sommes durs avec ceux qui abusent de notre hospitalité et de notre accueil. On vide les prisons belges des détenus étrangers, on était à 12.000 prisonniers au début de ce gouvernement, on est à 10.000 aujourd'hui. Melchior Wathelet n'avait renvoyé que 378 détenus criminels en séjour illégal en une année, moi je fais cela en deux mois. Sous Wathelet on régularisait les criminels, sous ce gouvernement on rapatrie les criminels. L'année dernière, nous avons renvoyé 1.434 personnes en séjour illégal et cette année – malgré l'arrêt durant un mois des renvois via Zaventem après les attentats – nous allons être encore plus haut. On doit faire cela parce qu'avec les gouvernements PS qu'on avait, le nombre de détenus étrangers dans les prisons ne faisait qu'augmenter. Aujourd'hui, on vide 1% de détenus étrangers de nos prisons chaque mois. Je pense que côté francophone, cette politique de renvoi d'étrangers criminels est très important. Pour être plus efficace, il faut que je puisse aussi changer la loi et pouvoir détenir les détenus criminels pendant plus longtemps. Actuellement, on ne peut détenir les illégaux criminels que pendant 8 mois dans les centres fermés et pour les non criminels, c'est seulement 5 mois. J'ai l'intention de changer cela et d'étendre la durée de détention possible jusqu'à 18 mois, comme c'est la moyenne européenne. C'est un levier pour nous permettre d'agir car si les criminels savent qu'on peut les détenir 18 mois, ils collaboreront à leur rapatriement.

Quand vous regardez les différentes vagues de migration vers la Belgique, est-ce qu'il y en a une que vous pouvez citer en exemple?

Non, j'ai appris cela au début de mon mandat que je ne devais jamais citer une communauté en exemple ou en contre-exemple. J'avais évoqué la communauté d'origine congolaise et j'ai dû m'excuser au Parlement, donc je suis devenu paranoïaque et vigilant à

ce sujet.

Pourtant, c'est une vraie question. Il y a de bons et de mauvais éléments dans toutes les communautés.

Langue de bois, ça. Il y a aussi la dimension religieuse: est ce qu'il y a une difficulté supplémentaire pour l'intégration? Mais il y a aussi des chrétiens d'Orient et en Syrie. La discussion sur la religion est également très sensible. Je ne pense pas qu'on puisse dire que la religion est un élément clé de l'intégration. Je pense que certains Turcs et Marocains sont très bien intégrés tandis que certains Polonais et Roumains ne le sont pas.

Mais l'apprentissage des valeurs est fondamental dans le parcours d'intégration. Absolument. Et la déclaration à signer pour tous les primo-arrivants également. Un texte où ils disent reconnaître les valeurs de base de notre société – dont l'égalité entre les hommes et les femmes. Une femme peut porter ce qu'elle veut, etc. La séparation entre l'Eglise et l'Etat, aussi. Tout ceci ne se négocie pas. Nous ne bougerons pas d'un millimètre là-dessus.

La N-VA cite toujours les conservateurs britanniques en exemple mais au niveau de l'immigration, la Grande-Bretagne, c'est le paradis des accommodements raisonnables. Je pense que les conservateurs ont fait énormément d'effort en la matière. Tout le monde veut aller en Grande-Bretagne parce qu'il n'y a pas de papiers d'identité et que c'est très facile de travailler en noir.

En Belgique, il y a du travail pour les migrants?

Le VDAB entre dans les centres de l'edasil et de la Croix-Rouge pour les former et les inciter au travail, je vais copier ce modèle avec Actiris et le Forem. Je suis convaincu que le défi de l'immigration peut être un succès si davantage de primo-arrivants travaillent, contribuent à no-

tre économie et paient de taxes. Ça, c'est un élément clé.

Payer des taxes?

Contribuer à notre modèle de société et à notre modèle de sécurité sociale. C'est essentiel pour que les Belges et l'opinion publique défendent l'immigration. Je sillonne toute la Belgique, également côté francophone. Et par-

tout, c'est ce que j'entends à tous les niveaux: tant les chefs d'entreprise que les ouvriers. À un moment donné, il faut arrêter avec les caricatures. Nous ne sommes pas discriminatoires, nous ne sommes pas contre les migrants, c'est faux.

Ça existe quand même!

Oui, il y a un groupe réduit, environ 5% de la population, qui dira toujours non à l'immigration. Ce sont des xénophobes. Mais la plupart, l'immense majorité des gens ne l'est pas. Ils sont inquiets. Ce sont des gens qui craignent pour notre modèle de société. Ils ont peur. Et nous comme hommes politiques, nous devons leur apporter des réponses. Et une des réponses, c'est que tous ces primo-arrivants doivent travailler, ils doivent être actifs, ils doivent être sur le marché du travail.

Que voulez-vous encore avoir accompli durant votre législature?

Rééquilibrer les canaux actifs/passifs, rééquilibrer les flux in et out mais aussi réécrire un nouveau code migratoire. Il date de 1980, il a 36 ans, il est obsolète. Cette loi sur les étrangers, c'est typiquement belge, c'est une maison à laquelle on a collé des dizaines de petits kots, plus personne n'y comprend rien. Un chat n'y retrouverait pas ses petits. Les avocats, les étrangers, l'Etat. Le plus grand défi est de réécrire une loi migratoire en Belgique. C'est mon magnum opus, cela se fait discrètement, mais on travaille de manière acharnée là-dessus. Il faut une loi claire, transparente et intelligible, avec des critères logiques et des procédures simples. Si je réussis cela, j'aurai réussi mon mandat.

«Je suis très fier du soutien des francophones»

Des milliers de personnes ont perdu leur emploi en Wallonie, par exemple à Caterpillar Gosselies. Comment leur expliquez-vous qu'ils vont se retrouver en concurrence avec des primo-arrivants pour trouver un nouveau job?

Je comprends. Et c'est un désastre. Mais notre gouvernement a dit: jobs, jobs, jobs.

Ils sont là; ils arrivent. Tous les indicateurs sont finalement au vert, l'économie reprend, les emplois arrivent. Avec cette politique, on va y parvenir. Oui, c'est un désastre pour les gens les plus âgés et qui ont été licenciés par Caterpillar. Oui, c'est un désastre quand Douwe Egberts licencie 300 personnes à Grimbergen, près de chez moi. Mais nous sommes déterminés et nous suivons la bonne route. Il y a des jobs pour les Belges mais il faut aussi dire qu'il y a des jobs pour les Syriens ou les Irakiens.

C'est un message d'ouverture, ça?

Mais c'est la réalité: je me battrais pour les gens qui se battent et qui ont envie de bosser. Tous les entrepreneurs me le disent: ils sont à la recherche de gens qui sont dans cet état d'esprit, qui connaissent notre pays. C'est pour cela aussi que le parcours d'intégration est si important. Et que les socialistes doivent aujourd'hui reconnaître leur erreur de jugement par rapport à cela. Mais bon, ils proposent d'élargir le droit de

«Il y a des jobs pour les Belges mais il faut aussi dire qu'il y a des jobs pour les Syriens ou les Irakiens.»

vote aux étrangers à Bruxelles. C'est de la folie pure! C'est hors de question. Est-ce que les socialistes vivent sur notre planète?

Comment expliquez-vous votre popularité à Bruxelles et en Wallonie?

Je suis vraiment très content de ce soutien.

Vous pourriez n'en avoir rien à faire: les francophones ne voteront quand même pas pour vous...

Eh bien, c'est le contraire, je suis très content. Je suis un nationaliste flamand, c'est clair; je ne vais pas me cacher, j'ai un projet et une vision claire sur le futur, je soutiens mon parti. Mais je suis secrétaire d'Etat pour toute la Belgique. Je travaille pour tous les Belges. La migration, ce n'est pas une chose flamande, c'est une chose qu'on doit appréhender au niveau global. Je vais vous le dire très sincèrement: le soutien des francophones me rend très fier et m'encourage à poursuivre mon action. Oui, surtout quand on se souvient de la manière avec laquelle certaines personnes politiques m'ont traité à mes débuts.